



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

2016

# LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



## Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire

**E**n adoptant les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans l'Accord de Paris, la communauté internationale s'est engagée à opérer une transformation durable, en profondeur, compte tenu du défi sans précédent qui se présente à elle: éliminer la faim et la pauvreté tout en faisant face aux répercussions du changement climatique. Le moment est venu de traduire cet engagement politique en mesures concrètes.

C'est dans cette optique que l'édition 2016 de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* présente les incidences actuelles et futures du changement climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Sur la base de ces éléments, sont ensuite décrites les politiques de transformation et les institutions qui peuvent favoriser une réponse efficace au changement climatique.

**Le changement climatique pèse déjà sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Si l'on n'agit pas dès maintenant, des millions de personnes supplémentaires seront exposées à la faim et à la pauvreté.**

Si l'on ne prend pas de mesures face au changement climatique, la productivité agricole reculera, ce qui aura de lourdes conséquences sur la sécurité alimentaire. Les pénuries alimentaires pourraient entraîner des envolées spectaculaires des prix, dont l'instabilité serait par ailleurs accentuée par la variabilité accrue du climat. Des millions de personnes à faible revenu seraient directement touchées dans les régions qui connaissent déjà des taux élevés de sous-alimentation et de pauvreté. Selon les estimations, la poursuite des tendances actuelles pourrait aboutir à une augmentation de 35 à 122 millions du nombre de pauvres d'ici à 2030,

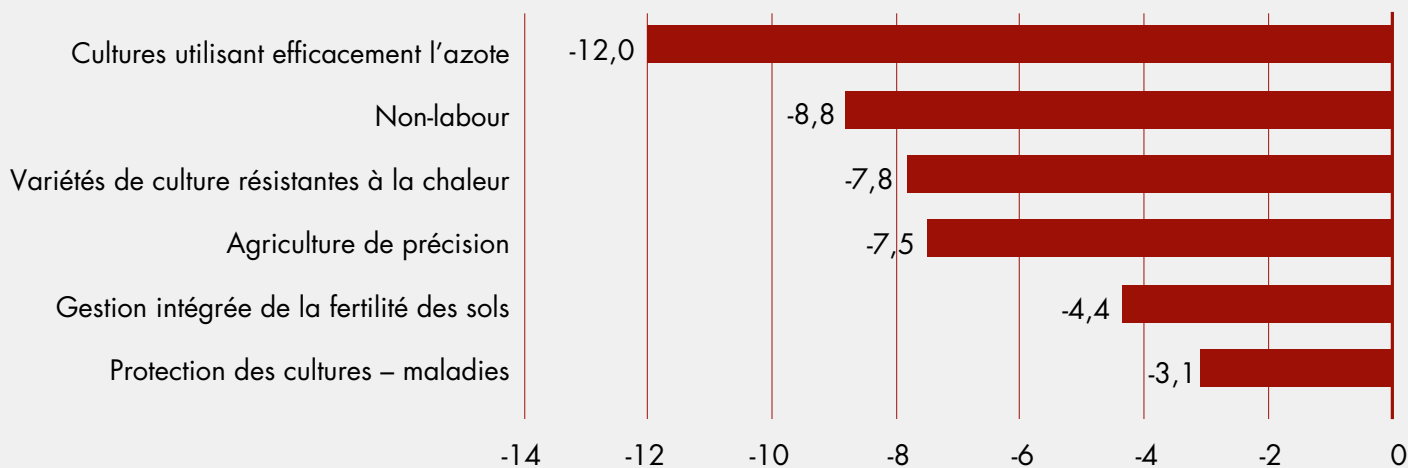
par rapport à un scénario sans changement climatique. Les populations les plus durement touchées seraient celles des régions pauvres d'Afrique subsaharienne, et plus particulièrement celles tributaires de l'agriculture.

**De profonds changements devront être apportés à l'agriculture et aux systèmes alimentaires, afin d'optimiser les retombées bénéfiques conjointes des efforts d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.**

Il faut réorienter les politiques de développement agricole et rural, afin de promouvoir l'adoption de pratiques durables en termes de production agricole, de gestion des ressources naturelles et de comportement des consommateurs. Ce faisant, une attention particulière doit être accordée aux quelque 475 millions de petits exploitants agricoles à faible revenu, qui ont un accès très limité aux technologies, aux marchés et au crédit. Ceux-ci ont besoin d'aide, d'urgence, pour s'adapter au changement climatique et gérer les risques qui l'accompagnent. On ne pourra pas éliminer la pauvreté dans le monde sans renforcer la résilience des petites exploitations agricoles, en généralisant l'adoption de pratiques durables de gestion des terres, de l'eau, de la pêche et des forêts.



## VARIATION, EN 2050, DU NOMBRE DE PERSONNES RISQUANT DE SOUFFRIR DE LA FAIM, PAR RAPPORT AU SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE, APRÈS L'ADOPTION DE TECHNIQUES AGRICOLES AMÉLIORÉES



SOURCE: Adapté de Rosegrant *et al.* (2014), à partir de simulations fondées sur le modèle IMPACT de l'IFPRI.

VARIATION, EN POURCENTAGE, DU NOMBRE DE PERSONNES MENACÉES

Les secteurs de l'agriculture ont par ailleurs un rôle décisif à jouer dans l'atténuation du changement climatique: un cinquième des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont générées par l'agriculture, la foresterie et le changement d'affectation des terres. Dans le rapport, on examine à ce titre un large éventail d'options visant à renforcer la résilience de l'agriculture et des systèmes alimentaires face au changement des régimes climatiques, tout en limitant autant que possible l'impact écologique. Force est de reconnaître que toutes ces solutions ne sont pas nécessairement avantageuses pour tous. Des choix difficiles devront être opérés et il faudra faire des compromis.

### L'inaction coûtera bien plus cher que les interventions qui permettraient aux producteurs de nourriture de réagir efficacement au changement climatique.

Le rapport montre que les pratiques durables, en matière d'agriculture et de systèmes alimentaires, sont à la fois économiquement viables et techniquement réalisables. D'après les estimations, il semble que le coût cumulé de l'adaptation et du renforcement de la résilience des systèmes agricoles ne représente qu'une part infime du coût de l'inaction.

Dans le contexte du changement climatique, des secteurs de l'agriculture plus résilients peuvent conduire à un changement en

profondeur pour les personnes les plus démunies de la planète, et favoriser une amélioration de leurs revenus et de leur accès à la nourriture. L'adoption de meilleures pratiques de gestion contribuera à réduire considérablement le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire.

On sait que des initiatives d'adaptation bien conçues peuvent générer des bénéfices plus importants à moyen et long termes, mais il faudra lever les obstacles à l'adoption de pratiques intelligentes face au climat, en particulier pour les petits exploitants et les agricultrices. Des avantages durables ne pourront cependant être obtenus que s'ils sont soutenus par des politiques, des cadres institutionnels et des mécanismes de financement des investissements appropriés.

### La transformation nécessaire à l'échelle mondiale pour parvenir à une alimentation et une agriculture durables doit s'appuyer sur les engagements de l'Accord de Paris, mais il convient d'agir sur plusieurs fronts.

Dans leurs contributions prévues déterminées au niveau national, les pays ont pris des engagements forts s'agissant des mesures d'adaptation et d'atténuation dans l'agriculture. Les mécanismes établis pour faire face au changement climatique devront donc être intégrés dans des politiques plus larges

concernant l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Les mesures de soutien à l'agriculture et autres politiques concernant l'énergie, la nutrition et la consommation alimentaire devront être réalignées afin de faciliter le passage à une agriculture et des systèmes alimentaires durables.

Un appui devra être apporté en parallèle par des mécanismes de financement des investissements et des cadres institutionnels. Une plus grande part du financement de l'action climatique doit aller à l'agriculture, en faveur de la transformation à grande échelle de ses secteurs et de la mise en place de systèmes de production alimentaire intelligents face au climat. Par ailleurs, la communauté internationale doit aider les pays en développement à renforcer leur capacité de concevoir et de mettre en œuvre des politiques intégrées visant l'agriculture et le changement climatique.

Si l'on ne prend pas dès maintenant des mesures pour renforcer la durabilité, la productivité et la résilience de l'agriculture, les effets du changement climatique feront peser une lourde menace sur la production alimentaire des pays et régions les plus fragiles. Et si l'on n'intervient pas, ou que l'on tarde à agir, les pays pauvres seront contraints de mener de front la lutte contre la pauvreté, contre la faim et contre le changement climatique.

